



Universitaires sans Frontières USF-AWB Academics without Borders

Lettre d'information trimestrielle n°6, Juin 2012

Partenariat canadien (AHED-UPESED)

Depuis plusieurs mois, nous sommes en négociation avec l'ONG de droit canadien « Academics for Higher Education and Development – Universitaires pour l'Enseignement Supérieur et le Développement » (AHED-UPESED) qui a des objectifs similaires aux nôtres, et tous les intervenants sont bénévoles. Cependant, son modèle économique est différent de celui d'USF-AWB : en effet, pour nous les demandeurs sont les financeurs alors que pour AHED-UPESED, les membres doivent payer une cotisation annuelle de 1000 dollars canadiens (soit environ 780 euros), c'est-à-dire des donateurs réguliers. Et grâce à cet argent, cette ONG canadienne peut financer diverses actions, notamment dans les pays les plus pauvres : depuis sa création, elle est intervenue dans les pays suivants : Bénin, Chili, Éthiopie, Ghana, Indonésie, Liberia, Namibie, Népal, Nigeria, et Rwanda.

Comme une fusion ne semblait pas possible à l'heure actuelle, un partenariat de rapprochement a été signé entre AHED-UPESED et USF-AWB afin de collaborer et d'être plus efficaces ensemble. Affaire à suivre. ■

R. Laurini, Président d'USF-AWB

Recherche désespérément des lieux d'action

Si USF-AWB dispose d'un vivier de plusieurs centaines de personnes prêtes à s'investir dans de nombreux pays et dans de peu de demandes d'intervention : des présentations ont pourtant été faites dans de nombreux pays (Algérie, Brésil, Espagne, Italie, Liban, Maroc, Tunisie, USA), des articles ont paru dans plusieurs revues présentant les compétences des fondateurs et des membres d'USF-AWB et les actions en cours. Hélas sans donner les résultats escomptés ! Nous y voyons plusieurs raisons.

La première est, à la différence des entreprises, les universités n'ont pas la culture de s'entourer de consultants extérieurs, ni de faire appel à des « intérimaires » pour assurer certains cours. Lorsqu'elles ont des besoins spécifiques, elles s'appuient sur leurs propres forces ou bien alors elles demandent de l'aide aux ministères. Si un professeur est malade, soit son cours est supprimé ou soit un collègue le remplace au pied levé. Si elles désirent monter une nouvelle formation, elles chargent souvent le collègue le plus compétent de faire un projet, et parfois celui-ci examine les formations similaires dans d'autres universités ou pays : souvent ce dossier est insuffisant car le collègue en question a mille autres obligations à satisfaire et ne s'appuie que trop partiellement sur les analyses de besoins. Alors qu'il existe des

universitaires chevronnés seniors qui disposent du temps et possèdent les compétences nécessaires pour mener à bien de tels dossiers. Les points-clés semblent être les suivants :

- analyse socio-économique d'un territoire pour en extraire les besoins en matière d'enseignement supérieur et de recherche,
- montage de projets d'enseignements et montage de projets de laboratoires en réponse à ces besoins identifiés,
- adéquation formation et marché du travail.

La seconde raison est sans doute la crainte qu'éprouvent certaines petites universités d'exposer leurs faiblesses et leurs limites : en effet s'adjoindre un regard extérieur peut conduire à critiquer les méthodes en place, à bousculer les habitudes voire même à souligner des compétences. Dès lors, certains responsables ou administrateurs d'universités ne sont pas toujours favorables à ce qu'un expert vienne « mettre son nez » dans leurs petites affaires.

La troisième raison est l'immensité des chantiers à lancer. Un doyen d'une université marocaine me donnait récemment une liste d'actions à entreprendre dans sa faculté avec l'aide d'USF-AWB. Je lui demandais qu'elles étaient ses priorités, et il m'a répondu « vous pourriez d'abord venir pour aider à établir les priorités ! » Depuis plus d'un an nous attendons son feu vert pour établir les priorités ! En effet, certaines universités ont vu grossir très rapidement leur effectif et se débattent dans d'innombrables problèmes sans qu'elles aient le temps de distinguer les urgences des priorités à court et à moyen terme.

La quatrième raison est d'ordre financier sachant que de nombreuses universités n'ont pas les moyens de leurs ambitions. La solution d'AHED-UPESED est, grâce à ses fonds propres, de financer partiellement ou totalement certaines actions de coopération : la dérive est celle de l'entrisme et de la moindre implication des universités locales. Celle d'USF-AWB est plutôt que les demandeurs soient les payeurs : ainsi l'implication des demandeurs est maximale, ils se sentent concernés par les interventions de nos membres et l'efficacité devrait être optimale. Une autre piste est celle de la recherche d'un financeur extérieur.

Compte tenu de ces difficultés, comment monter une stratégie efficace pour accroître la notoriété d'USF-AWB et la demande d'interventions ? ■

R. Laurini, Président d'USF-AWB